

# La politique interventionniste croissante des Etats-Unis en Serbie

Conférence au Parlement européen

« La Serbie entre Etats-Unis, Union européenne et Russie »

30 juin 2015

La stratégie américaine dans les Balkans a été élaborée voilà plus de vingt ans. Il est de notoriété publique que la CIA avait prévu, dans un rapport datant de 1988, l'explosion de la Yougoslavie. Ce pays avait, bien avant la Pologne ou la Hongrie, signé avec la CEE un accord de pré-adhésion en 1989 : il était donc bien placé pour intégrer le système occidental. En outre, son système autogestionnaire laissait la place à l'initiative privée ; pour preuve en 1990 la Yougoslavie était le troisième pays en Europe, derrière la France et l'Espagne, mais devant l'Italie ou l'Allemagne, pour sa capacité hôtelière. Enfin, l'Armée yougoslave, basée sur l'idée de défense territoriale décentralisée, représentait la première armée de l'Europe du sud-est.

Il fallait briser cette puissance moyenne. Les Etats-Unis, et l'Occident qui lui était arrimé, avaient besoin de détruire un modèle qui, à la chute du bloc soviétique, représentait une sorte de troisième voie. Ce modèle ni libéral ni communiste mêlait efficacité capitaliste et avancées sociales, ce qui pouvait représenter un idéal attractif, remettant en cause les deux modèles sus-dits. Les Russes avaient aussi intérêt à la disparition de cet ancien leader du Mouvement des Non Alignés dont ils se méfiaient. Au début des années 1990, les généraux russes se souvenaient que les Yougoslaves avaient, après le schisme de 1948 entre Tito et Staline, sporadiquement rejeté des offres d'échanges militaires russes et même construit leur défense territoriale en prévision d'une attaque de l'Armée rouge. Malgré les appels répétés de Milosevic à Eltsine durant les conflits en Croatie et en Bosnie, les généraux russes se vengeaient en quelque sorte de l'outrecuidance yougoslave en n'aidant pas Kadijevic, chef d'Etat-major de l'Armée yougoslave.

## Etats-Unis : une implication de longue date

Les Etats-Unis, fortement impliqués aujourd'hui dans le règlement de la situation en Serbie, ont une vision stratégique claire et sans ambiguïté de leurs intérêts dans les Balkans. Cette région est avant tout sur la route des plus grands gisements pétroliers au monde, le Golfe Persique et la mer Caspienne. Le Sud-est européen se trouve dans une position centrale sur ce corridor stratégique. Par ailleurs, les Balkans sont sur le flanc sud de l'espace culturel et politique de la Russie : les bases de plus en plus nombreuses de l'OTAN dans la région sont avant tout une barrière qui permet aux Etats-Unis de contrôler efficacement les zones d'influence traditionnelles de la Russie – Mer Noire, embouchures du Danube et du Dniestr (Roumanie, Moldavie, Ukraine). Dans ce jeu à l'échelle mondiale, la petite Serbie est au cœur des axes de communication balkaniques, donc stratégique pour les Etats-Unis.

### I- Forte présence dès la Seconde guerre mondiale

La puissance américaine s'implante dans les Balkans dès la Seconde Guerre mondiale. Lors de la révolte du 27 mars 1941 organisée par l'armée royale contre le pacte signé avec l'Allemagne, le général Dušan Simović qui est à la tête du coup d'état est soutenu par les Etats-Unis. On sait désormais que les services secrets alliés furent non seulement favorables, mais prirent une part active à la préparation du putsch, notamment le journaliste britannique Atherton, représentant de l'« Intelligence Service » à Belgrade, et le colonel Richard Donovan, chef des services secrets américains. Aux Etats-Unis, un communiqué du gouvernement estimait, sur un ton plus mesuré, que « le 27 mars est un évènement dont doit se féliciter tout homme épris de liberté »<sup>1</sup>. Mais la Serbie en lutte contre l'occupant allemand se trouvait trop loin de la « route de Berlin » et les Américains délèguèrent aux services britanniques le soin de se rapprocher de Tito : cela explique pourquoi le débarquement américain en Méditerranée orientale, tant attendu par les populations locales, ne se fit pas. En 1944, des vagues de bombardements aériens anglo-américains sur

---

<sup>1</sup> BATAKOVIC, opus cit., p. 181

Belgrade, sans raison apparente, marquèrent la population, alors que par exemple ni Budapest ni Zagreb n'avaient été bombardées.

Cette implication sélective des Etats-Unis se poursuivit dans les années 1950. En février 1953 à Ankara, la Yougoslavie signait avec la Grèce et la Turquie le « Pacte balkanique » : calqué sur le Pacte de l'Atlantique Nord, ce traité de défense mutuelle plaçait la Yougoslavie sous la coupe de l'OTAN. Deux objectifs stratégiques étaient confiés à l'Armée populaire yougoslave par les généraux américains de l'OTAN face au bloc soviétique :

- protection de l'axe Salonique-Skopje-Belgrade, étroit couloir menacé par la Bulgarie et la Roumanie à l'est et l'Albanie à l'ouest.
- défense de la « trouée de Ljubljana », protégeant l'accès à Trieste, Venise et toute la plaine du Pô en Italie, menacé par la présence de troupes soviétiques en Hongrie.

La Yougoslavie recevait pour cette tâche 2,5 milliards de dollars US d'aide tripartite – USA, GB, F- entre 1950 à 1957. Les Occidentaux rééquipèrent entièrement 3 divisions blindées yougoslaves, et le rôle des Américains ne fut pas le moindre, avec 360 chars « Sherman » livrés à partir de 1954 *SOURCE : thèse papa*. Or cette aide logistique américaine à la Yougoslavie titiste se poursuivit bien après les années 1950, par l'entremise de ses officines militaires et de renseignement. Stefan Dedijer, directeur de l' « Institut de Sécurité de Luanda » en Suède, évalue l'aide totale de l'OTAN en direction de la Yougoslavie à 35 milliards de dollars entre 1945 et 1990. *SOURCE : Balkan Info* Or cela était justifié du côté américain par le fait que « la perte de la Yougoslavie –pour le bloc occidental- aurait empêché la défense de l'Europe de l'ouest ». On peut donc penser que les Etats-Unis, plaçant la Yougoslavie au centre de leurs préoccupations sur le flanc sud de l'Union soviétique, seraient intervenus dans cet espace sud-slave en cas de conflit direct avec cette dernière.

En tous cas, le contrôle d'une zone hautement stratégique amena le gouvernement américain, après les deux chocs pétroliers et au moment où l'empire communiste se lézardait dans les années 1980, à prévoir la sortie de la guerre froide. On sait maintenant que la CIA avait à la fin des années 1980 prévu une désintégration de la Yougoslavie, mais sans soutenir un peuple ou une République plutôt qu'une autre. La chute d'une Yougoslavie qui représentait une zone-tampon parfaite, et une certaine neutralité prirent les Etats-Unis

au dépourvu au moment des indépendances croate et slovène. James Baker, Secrétaire d'Etat américain au début des années 1990, déclarait ainsi en février 2005 que **« l'indépendance –croate et slovène- a été obtenue par la force, avec le soutien de l'Allemagne »**. Puis il justifiait la neutralité américaine à l'époque par la crainte par le département d'Etat d'une guerre civile. *SOURCE : Balkans Infos*

Cet étonnement devant une situation incontrôlée par les USA et l'orientation vers d'autres dossiers par l'administration américaine en 1992 –guerre du Golfe, Conférence de Madrid- peuvent expliquer ce relatif effacement américain. Au début des années 1990, la neutralité américaine représentait la suite logique d'une aide à la Yougoslavie et non à une de ses parties.

## **II- 1991-2003 : Blocus politique et stratégique de la Serbie**

Mais l'administration Clinton va en très peu de temps changer de politique et trouver de nouveaux alliés dans l'espace ex-yougoslave. Sur le plan militaire, les Etats-Unis furent les plus ardents défenseurs de l'embargo sur les armes en Bosnie mais laissèrent des vétérans de l'armée américaine réorganiser les forces armées croates, engagement indirect qui aboutit aux victoires croates de mai et août 1995 sur les Serbes de Krajina. En 1994, la « Fédération croato-musulmane » créée en Bosnie-Herzégovine était parrainée par la diplomatie américaine aux accords de Washington. En novembre 1995, des accords imposant aux belligérants la cessation des hostilités était signée dans une base américaine, à Dayton dans l'Ohio. Sous l'égide du président Clinton, ces accords imposés aux trois chefs politiques en guerre depuis 1992 en Bosnie-Herzégovine initiaient une diplomatie musclée des Etats-Unis.

Richard Holbrooke, représentant du gouvernement américain pour les Balkans, va s'emparer de la question du Kosovo et mener pendant plus de trois ans une pression sur Belgrade pour parvenir à un statut d'autonomie élargie, avec rétablissement des droits des Albanais. Le représentant du gouvernement américain favorisait aussi le choix de la voie référendaire sur la question de l'indépendance monténégrine. Entre 1995 et 1998, l'action

de Richard Holbrooke plaçait déjà la Serbie dans une fédération à parité avec le Monténégro et le Kosovo. Madeleine Albright, Secrétaire d'Etat américaine sous le deuxième mandat de Clinton -1996/2000 – se chargera d'accentuer la pression sur la Serbie de Milošević. Elle fut le plus fervent défenseur de l'arme économique pour faire plier ce dernier. Des mesures de rétorsion furent ainsi mises en place en mars 1998 par les USA concernant le problème du Kosovo ; pendant plusieurs années, tous les dirigeants politiques et économiques du pays eurent leurs avoirs gelés à l'étranger et furent interdits de séjour aux Etats-Unis.

Cette diplomatie musclée amena tout droit aux accords de Rambouillet de février 1999. Alors que le Département d'Etat américain avait placé un an auparavant l'UCK sur la liste officielle des « groupes terroristes », le gouvernement et le président américain semblèrent changer leur fusil d'épaule à l'aube de l'année 1999. A Rambouillet, Madeleine Albright poussait les représentants albanais à l'intransigeance, ce qui les amènera à rejeter une première mouture d'un plan pour le Kosovo prévoyant un fort statut d'autonomie – largement au-dessus des droits qu'ils avaient acquis avant Milošević-, pourtant accepté par la partie serbe. Dès lors, Clinton décida le 23 mars d'envoyer les premiers avions bombardier la Serbie au nom de la défense de la « civilisation » - l'arrêt des expulsions d'Albanais. Wesley Clark, commandant la SACEUR, dira « **nous allons faire revenir la Serbie à l'âge des cavernes** ». En fait, sous des justifications humanitaires et culturelles, l'opération de l'OTAN sous commandement américain est à replacer dans le concept de « New Grand Strategy » apparu aux Etats-Unis à la fin des années 1990.

## Les Etats-Unis et les Balkans : la doctrine de « New Grand Strategy »

A l'occasion de l'opération « Force Alliée » sous commandement américain sur la Serbie au printemps 1999, le spécialiste en géostratégie James Kurth a replacé la stratégie américaine dans le cadre plus global des nouvelles relations internationales. Selon lui, cette « première guerre de l'ère de la mondialisation » n'a pas de lien direct avec la province serbe, et l'alibi humanitaire a seulement été défendu par certains milieux intellectuels ou médiatiques. Sans réel opposant après la chute de l'URSS, les Etats-Unis sont obligés de combler un vide stratégique et de « faire quelque chose » pour justifier l'existence de leur formidable potentiel militaro-industriel. Pour le Kosovo comme ailleurs, les Etats-Unis lient les objectifs économiques aux objectifs de sécurité, en instrumentalisant les organisations internationales. Dans le cadre de la globalisation et d'une compétition accrue pour la maîtrise des ressources du sous-sol, une lutte pour la libéralisation et l'externalisation des économies se développe en ce moment : le sol du Kosovo-Métochie recèle des métaux rares – comme le zircon (indice de réfraction proche du diamant), l'antimoine et le manganèse – nécessaires à l'habillage des missiles modernes. Pour ne prendre qu'un exemple, la première chose qu'ont faite les troupes américaines après les accords de Kumanovo de juin 1999 est de s'emparer de la mine de Trepča, riche en plomb et zinc, ainsi que des gisements de chrome ou de nickel. Plus largement, la compétition internationale amène les Etats-Unis à devoir se battre pour les routes du pétrole, or on a vu l'importance du corridor VIII – voir *chapitre I*. Mais le déferlement de violence pendant 79 jours - 38 000 sorties aériennes et 12 000 tonnes de bombes déversées- s'explique aussi par le fait que les Serbes représentaient, dans cette conquête de l'économie libérale, un modèle alternatif qui devait être balayé. Michael SHORT (Lieutenant de l'US Air Force) a bien dit que l'opération « Force alliée » correspondait à « enfoncer une épée au cœur du pouvoir ». Enfin, mais c'est lié, comme la Russie et la Chine sont l'antithèse de ce « globalisme libéral », les Etats-Unis doivent, selon James Kurth, leur appliquer une nouvelle politique de **containment**. Or la Serbie est « bien » placée au regard de ces intérêts américains : à l'intersection d'un axe Nord/Sud de pays alliés aux USA – de l'Estonie à la Hongrie- et d'un axe Est/Ouest fait d'autres pays alliés – de Roumanie à la

Turquie- elle devait être soumise. Il fallait donc s'assurer le contrôle de la Serbie, même au prix d'une déstabilisation économique durable et de la chute du régime Milosevic.

Madeleine Albright ne cachait pas la volonté des Etats-Unis de s'ingérer davantage dans les affaires intérieures de la Serbie en déclarant le 1<sup>o</sup> février 1999 : « **l'OTAN va gérer les affaires d'Etat au Kosovo, exactement comme elle le fait en Bosnie** ». Le même jour, l'ancien parlementaire Lee Hamilton déclarait : « Nous allons complètement prendre le contrôle des Balkans ». Les bombardements du printemps 1999 ne représentaient donc pour les autorités américaines qu'une étape –le plan 10601 de l'Alliance atlantique existait depuis mai 1998- et réalisée dans le cadre de cette « New Grand Strategy ». En octobre 2000, le régime de Milošević, affaibli par ces événements et de moins en moins soutenu par la population, tombait comme un fruit mûr. Mais cette révolution qualifiée de « velours » par certains medias n'avait pu se faire que grâce à l'action du mouvement étudiant « Otpor » soutenu logistiquement et sur le plan pécunier par le financier d'origine hongroise Soros, ami fidèle de Bill Clinton. Sous les bombes, les leaders étudiants belgradois d'Otpor avaient fait plusieurs voyages à Budapest et à Szeged pour assister à des stages de formation à l' « action démocratique » organisés par Soros.

Entre 2000 et 2003, l'administration Bush appliqua la « New Grand Strategy » à la lettre. En Bosnie-Herzégovine, les opérations musclées de la SFOR sur injonctions

américaines se multipliaient en Republika Srpska pour trouver les fugitifs ; de nombreuses arrestations, contre des criminels de guerre présumés ou des membres de leur famille, se firent en obéissant à des listes secrètes, sans aucune interférence judiciaire. Au Kosovo-Métochie, les forces américaines vivent depuis retranchées dans leurs casernes : la plus connue est celle de Bondsteel, organisée sur le plan d'une ville américaine, et où fréquemment des suspects de sont molestés, voire jetés en chambre noire. On peut donc reprendre la réflexion du député Hamilton qui disait au printemps 1999 déjà que « nous –les Américains- en –l'ex-Yougoslavie-sommes, pratiquement le proconsul ». Dans ce contexte, les autorités de Belgrade doivent jouer un difficile jeu d'équilibre entre les exigences américaines et les besoins économiques du pays. Chaque année au mois de mars depuis l'an 2000, l'attribution d'une aide économique de plusieurs centaines de millions de dollars vitale pour la Serbie est conditionnée par la recherche active des criminels de guerre. Cela a déjà coûté la vie au Premier Ministre Djindjić tué en février 2003 par un fugitif inculpé par le TPIY. En 2005, malgré l'arrestation de douze militaires de haut rang suspectés de crimes de guerre en Bosnie ou au Kosovo, l'administration américaine maintient la pression, arguant de l'échec dans la recherche de Ratko Mladić et Radovan Karadžić, les deux leaders des Serbes de Bosnie jusqu'en 1995.

### **III- Une intégration euro-atlantique aux conditions adoucies depuis deux ans**

Dans cette emprise croissante des Etats-Unis sur l'espace ex-yougoslave, il est intéressant de voir quelles sont leurs intentions stratégiques à venir. Nicolas Berns, assistant du Secrétaire d'Etat américain, a dévoilé les intentions des autorités américaines à l'occasion d'une réunion de l'Alliance atlantique en Suède fin mai 2005. Maintenant l'hypothèque Mladić pour toute intégration euro-atlantique de la Serbie, N.Berns a affirmé sa conviction que « la Serbie-Monténégro, tout comme la Bosnie-Herzégovine, devront être à l'avenir un membre de l'OTAN ». Par ailleurs, les Etats-Unis semblent avoir déjà choisi de réviser les accords de Dayton dans un sens défavorable aux Serbes, en parlant d'une Bosnie-Herzégovine en tant qu' « Etat unifié » dans un proche avenir. Le parapluie américain va donc s'étendre vite aux deux derniers pays encore en dehors de l'OTAN, accentuant l'emprise des Etats-Unis sur la région.



Mais en même temps les Etats-Unis, qui jusqu' il y a peu soutenaient les dirigeants albanais du Kosovo-Métochie, ont revu à la baisse leurs prétentions. Ils ne donnent aucune consigne claire et font attention de ne pas évoquer la question épineuse de l'indépendance. En déclarant que les Etats-Unis sont pour « une solution sur le statut du Kosovo qui obtiendra l'accord de Belgrade, Priština et les leaders politiques albanais et serbes de la province », le représentant du Secrétariat d'état américain semble mettre de côté pour le moment l'éventualité d'une indépendance prochaine et redonner aux dirigeants de Belgrade un rôle sur leur zone d'influence qui, il n'y a pas si longtemps, leur était dénié. De la même façon, le Monténégro devra attendre pour obtenir son indépendance et Berns voit plutôt la Serbie et le Monténégro intégrer ensemble l'UE et l'OTAN. L'avenir proche de la Serbie se trouve dans cette alternative : un encerclement définitif par les forces américaines ou bien une nouvelle alliance avec les Etats-Unis qui lui permettrait de décadénasser ses positions dans les Balkans.

### **1- Une aide internationale dépendante de la coopération avec le TPIY**

Depuis son retour dans le giron international avec la chute du régime Milošević en octobre 2000, la Serbie se fraie difficilement son chemin pour intégrer la « communauté internationale ». Quelques mois après la « révolution d'octobre », la Serbie a intégré le FMI et la Banque mondiale, puis en 2001 et 2002 elle est revenue, après une absence de plus de 12 ans, dans quelques grandes institutions internationales. La Serbie-Monténégro a retrouvé son statut de membre de l'Onu et siège à l'Assemblée générale. L'OSCE, après un intermède d'un an en 1999, envoie de nouveau des experts contrôler la bonne marche vers la démocratie libérale, notamment lors des élections. Enfin, la Serbie-Monténégro est aujourd'hui membre du Conseil de l'Europe. Sur le plan économique, la Serbie-Monténégro bénéficie de programmes d'assistance de l'UE, comme CARDS pour des microprojets pour la reconstruction et la stabilisation, et PHARE, où plus d'une vingtaine de projets financés à l'UE

vont de la reconstruction des routes au soutien aux médias indépendants en passant par l'aide à l'agriculture.

Mais son intégration plus approfondie à la « communauté internationale » se heurte à des difficultés importantes. Tout d'abord, la Serbie doit encore régler la question du partage des dettes de l'ancienne Yougoslavie, la Croatie et la Slovénie refusant de partager ce fardeau. En second lieu, le rythme effréné des privatisations, imposé par le FMI et l'UE, donne l'impression d'une grande braderie et augmente le chômage. Ensuite, le Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie, chargé depuis 1994 de juger les criminels de guerre, exige une collaboration plus importante ; plus de trente Serbes, officiers de l'armée yougoslave ou dirigeants politiques, ont été envoyés à La Haye depuis 1980, mais le TPIY exige l'envoi de Ratko Mladic, accusé d'être responsable de l'opération de Srebrenica en 1995, et du chef de Serbes de Bosnie de l'époque, Radovan Karadzic. Toute avancée dans l'intégration internationale de la Serbie est actuellement conditionnée par cette question.

Or même son intégration à l'Organisation Mondiale du Commerce, dont les négociations devaient commencer février 2005, ne se fera pas tant que cette question des criminels de guerre ne sera pas réglée. Le 14 janvier 2005, Washington a suspendu une aide de 10 millions de dollars à la Serbie, déclarant que Belgrade n'avait pas coopéré suffisamment avec La Haye. De plus, le gouvernement américain a rappelé ses spécialistes qui fournissaient un support technique à l'État serbe. C'est la troisième fois que le gouvernement serbe se voit refuser une aide des États-Unis, privant Belgrade d'environ 39 millions de dollars au cours des dernières années. Chaque fois, l'aide avait été suspendue en raison du manque de coopération serbe dans le dossier des criminels de guerre.

### ***Mais B2-* « Partenariat pour la Paix » : des négociations actives pour une intégration en 2007**

Après une politique extérieure tournée vers la Chine ou la Russie sous Milošević, les dirigeants de la toute jeune démocratie serbe se tournent résolument vers l'Occident (voir *chapitre IV*). Mais cette nouvelle orientation, outre qu'elle ne fait pas l'unanimité dans la classe politique serbe – le « Parti Radical », majoritaire à l'Assemblée depuis plusieurs

années, préfèrerait orienter la politique extérieure de la Serbie-Monténégro vers un pays comme la Russie- peine encore à avancer de façon affirmée.

Pourtant, qui aurait cru, après les bombardements de l'OTAN en 1999, que la Serbie travaillerait à des opérations conjointes avec ses soldats ? La Serbie-Monténégro a signé en juillet 2003 un accord de préadhésion au « Partenariat pour la Paix » et elle reste en pourparlers en vue de son intégration à cette antichambre de l'OTAN. La même année, son ministre de l'Intérieur envoie même un contingent de 200 soldats participer à des opérations de l'OTAN en Afghanistan. Dans le cadre des réformes de l'armée serbe, exigées par l'OTAN, il est prévu d'édifier une nouvelle base militaire entre les communes, majoritairement albanaises, de Preševo et Bujanovac. Le plan prévoit de réunir les divisions de Niš et de Priština au sein d'un même Commandement intégré des forces terrestres en 2005. Donc, pour rejoindre les standards de l'OTAN, le gouvernement serbe prend le risque de provoquer une poussée irrédentiste dans la vallée de Presevo. Mais a-t-elle vraiment le choix, dans une zone où l'OTAN lui a confié la garde de toute la frontière entre Serbie et province du Kosovo-Métochie. Il faut savoir en effet qu'une zone démilitarisée de 20 km de large, sur le territoire de la république de Serbie, était prévue par les accords de Kumanovo de juin 1999. Or, la guérilla albanaise s'en est servie à partir de 2001 comme base arrière pour des attaques en Serbie du sud, ce qui a amené en 2004 la KFOR à ouvrir la zone à la VSCG afin de l'aider dans sa lutte contre les extrémistes albanais. Une base de l'OTAN serait en prévision entre cette frontière militaire et Bujanovac, renforçant le dispositif. Fixée entre le triangle Bujanovac/Medvedja/Preševo où ses moindres faits et gestes sont auscultés par plusieurs ONG occidentales, et le territoire du Kosovo-Métochie où 19 000 militaires de l'OTAN patrouillent, l'Armée de Serbie-Monténégro joue son va-tout.

Le processus d'adhésion à l'OTAN s'est accéléré en 2005. Le 10 mai, lors de la rencontre Bush-Poutine à Moscou, le Président de Serbie-Monténégro S.Marovic a reçu le « soutien personnel » de Bush et V.Drašković, Ministre des Affaires étrangères de Serbie-Monténégro, a « exprimé l'espoir » que son pays rentrerait déjà en 2007 dans le « Partenariat pour la Paix ». *Kai Eide*, ambassadeur norvégien auprès de l'OTAN, déclarait à cette occasion que la réforme du secteur des forces de sécurité est allé bien en avant et qu'il était désormais au niveau européen . Seul bémol au processus d'intégration atlantique, l'arrestation de Ratko Mladić « Entretemps, nous désirons vous rapprocher des portes du

Partenariat pour la Paix, de telle façon que, au moment où Mladic ira à La Haye cette porte s'ouvrira et vous deviendrez membre d'un groupe auquel vous appartenez. ». La politique très active de V. Drašković pour adhérer au « Partenariat pour la Paix » a eu un résultat rapide, mais surprenant. Le 18 juillet 2005, la Serbie-Monténégro signait un accord avec l'OTAN autorisant le transit des forces armées atlantiques à travers tout le territoire de Serbie et l'utilisation des garnisons le long des routes principales. Six ans après l'opération « Force Alliée » de 1999, les autorités serbes semblent vouloir à tout prix intégrer la structure qui les avait durement touchés, même au prix d'une limitation de leur souveraineté

#### **4- La mise aux standards de l'OTAN : une souveraineté limitée**

Dans le cadre de la globalisation des armées, la question ne réside plus dans les liens entre pouvoir militaire et civil tels qu'ils se posaient sous Milošević, mais bien dans l'adéquation ou pas aux normes internationales en matière militaire. Après les bombardements de la Serbie par l'OTAN pendant 79 jours, l'armée avait subi peu de pertes, mais son retrait de la province du Kosovo-Métochie annonçait plusieurs reculs militaires. Les accords de Kumanovo de juin 1999 donnaient la défense du territoire du Kosovo-Métochie à plus de 20 000 soldats de la KFOR et dès l'année suivante, l'« Armée yougoslave » devait rentrer dans le périmètre de sa garnison à Prevlaka, à la frontière avec la Croatie. Depuis octobre 2000 et la victoire des démocrates libéraux, une sorte de revanche sur les défenseurs de la souveraineté serbe semble être le fil conducteur des puissances victorieuses de la guerre menée en 1999. Sous une pression très forte de la communauté internationale et des Etats-Unis notamment, qui lient l'obtention de crédits à la livraison de criminels de guerre, le gouvernement serbe doit livrer chaque année plusieurs généraux. Les généraux Krstić, Pavković et Perišić qui ont défendu le territoire du Kosovo-Métochie sont emprisonnés à La Haye, après avoir été arrêtés par des forces de police zélées. Celles-ci ont même dû, avec le concours d'Interpol et sous la pression de la communauté internationale, arrêter en mai 2005 Čedomir Branković en Bulgarie. Cet officier faisait partie d'une délégation de l'« Armée de Serbie-Monténégro » en visite dans ce pays et était poursuivi par un tribunal croate pour faits de guerre menés en Slavonie occidentale en 1991. L'ironie de l'histoire est que

Branković avait été le seul rescapé du massacre d'officiers par l'armée croate quelques semaines avant les faits incriminés. Or la liste des fugitifs recherchés par la guerre au Kosovo est encore longue, contenant pas moins de 30 généraux. L'intégration « euro-atlantique » demande, outre les arrestations de ces généraux, de mettre à l'écart les soutiens de l'ancien régime. Le général Aca Tomić, chef du contre-espionnage, a été limogé en 2003 et le général Ninoslav Krstić, qui s'était illustré dans la lutte anti-terroriste a été mis à la retraite avec 153 colonels en août 2003.

4 Mig 29

Vs m 16

Orao i galeb

1000 T 55 détruits vs 250 m 84

## **KOSOVO**

Dès 1997, le Département d'Etat américain décide d'armer l'UCK. Ce groupe maoïste ultra-violent, fondé en 1993 grâce au soutien de la diaspora albanaise en Europe, se bat pourtant pour imposer un régime aux antipodes de l'idéal démocratique américain. Il posa de nombreuses bombes en Serbie à partir de 1995 et fut même un moment placé sur la liste des mouvements terroristes par la CIA. Mais peu importe, le but est déjà à la fin des années 1990 d'empêcher la résurrection russe et d'entraver toute construction européenne de la défense. L'UCK possède en 1998 des bases arrières en Albanie et se lance dans la politique du pire au moment où il sent la partie lui échapper : comme le dit le spécialiste des Balkans Christophe Chiclet, c'est « à ce moment que les USA décident d'instrumentaliser l'UCK pour en finir avec Milosevic »<sup>i</sup>. Lors de l'opération de l'OTAN au printemps 1999, l'UCK investit tout le territoire du Kosovo dans les bagages de la KFOR, non sans prendre la précaution d'assassiner quelques leaders albanais modérés<sup>ii</sup>

## La mainmise américaine sur le KOSOVO

Les Américains tiennent, parallèlement au système international mis en place par l'ONU et l'OTAN au Kosovo, à contrôler la situation sur ce territoire. On en veut pour preuves qu'entre 1999 et 2009 :

- Le **chef d'Etat-major des forces de l'OTAN**, lui-même sous contrôle direct du commandement sud-est de l'OTAN, a constamment été un général américain depuis 1999.
- Le **numéro deux de la Mission Intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK)** a toujours été un Américain entre 1999 et 2009.
- La **Mission diplomatique américaine à Pristina** était constituée en 2004 de plus de 80 membres, alors par exemple qu'au même moment le Bureau de liaison français ne comprenait que 4 membres.
- La **base de Bondtseel**, construite en 1999, est la plus grande base américaine en Europe du sud-est (7000 hommes). Elle est au cœur d'un dispositif Balkans/Moyen Orient avec pas moins de 4 bases en Roumanie et 2 en Bulgarie.

Un haut-fonctionnaire français de l'administration onusienne nous a bien expliqué les subtilités de la présence américaine au Kosovo. Les émissaires américains font bien attention d'avoir la mainmise sur toutes les décisions importantes prises par la MINUK. Dans les municipalités kosovares, les **conseillers américains** prennent soin d'entretenir de bonnes relations avec les maires albanophones et, par l'entremise d'officines du gouvernement américain comme « *US AID* », arrosent depuis dix ans financièrement ces municipalités de façon indirecte : ce sont souvent des projets économiques secondaires, comme la construction de bibliothèques ou de bains thermaux, mais très utiles pour s'assurer la fidélité des élus municipaux. Dernier exemple de la mainmise américaine sur l'Etat du Kosovo : **la police**. En 1999 est créé le *Kosovo Protection Corps* (KPC), où de nombreux ex-combattants de l'UCK se reconvertissent en « agents de l'ordre ». Mais bien que financé par l'Union européenne, le KPC a été instruit et organisé dès le début par la société américaine *Military Professional Resources Inc.* (MPRI). Les Américains ont formé les recrues du KPC de façon à ce que cela devienne une véritable formation militaire, alors que cet organisme devait rester une force de protection civile.

Les Etats-Unis contrôlent jusqu'aux organes de police kosovars, sans en référer parfois même à la MINUK. Ainsi le 17 février 2001, près du village de Livadice, des terroristes albanais ont fait exploser l'autocar « *Nis Ekspres* », ce qui entraîna la mort de 11 Serbes -dont deux enfants- et 40 blessés. Bien que quelques suspects albanais aient été arrêtés après l'enquête, tous ont été relâchés à l'exception de Florim Ejuoi, dont il est prouvé qu'il avait des liens directs avec le crime organisé albanais et les anciens cercles de l'UCK. Ejuoi a été transféré à la base américaine de Bondsteel pour des « raisons de sécurité », d'où il s'est arrangé pour s'échapper quelques jours après. Or cette évasion a été organisée par l'armée américaine sans demander l'autorisation à la MINUK. Le 29 juillet 2001, le « *Sunday Times* » de Londres expliquait que des informateurs de l'ONU suspectaient Florim Ejuoi de travailler pour la CIA, et que son jugement éventuel aurait été très embarrassant pour ses employeurs. Cela est une preuve que les agissements de la CIA tout comme l'organisation de Bondsteel échappaient complètement au contrôle du Haut représentant de

**Bases militaires américaines.** Depuis 1999, la stratégie du gouvernement américain est de transférer vers les Balkans l'essentiel de ses forces européennes afin de mieux pouvoir se redéployer vers le Moyen-Orient.

#### **BONDSTEEL** au Kosovo

Construite à partir de 1999, elle couvre 750 hectares, et peut abriter jusqu'à 7000 soldats. Elle est constituée de 300 bâtiments en dur, 25 km de routes asphaltées, 52 pistes d'envol, 55 hélicoptères ; elle est défendue par un mur d'enceinte en ciment de 14 km de long.

#### **- GAZODUCS : concurrence NABUCCO (USA) / South Stream (Russie)**

**South Stream** : Burgas-Niš-Zagreb-Trieste OU Vienne

(accords bilatéraux 2007-2008 ; construction 2010)

**Nabucco** : Bakou-Ankara-Sofia-Budapest-Vienne

A l'intersection entre les corridors IV, VIII et X, le Kosovo est au cœur d'un réseau de première importance. Véritable entonnoir lorsqu'on observe les vallées de Métochie et leur barrière du Kosovo du point de vue centre-européen, la province s' « ouvre » au **corridor VIII** à travers sa façade tournée au Sud vers la Macédoine. Lorsqu'on sait que le Kosovo-Métochie regorge de minerais rares comme le tungstène ou le zircon utile aux têtes de missiles, on comprend mieux l'intérêt porté par les Etats-Unis à l'axe Burgas/Dürres. A l'Est, dans la basse-Morava, le **corridor X** draine déjà entre Budapest et Salonique des flux

commerciaux vitaux pour la Macédoine ou la Serbie. A l'ouest, **le corridor IV** Bucarest-Trieste aiguise les appétits des Russes. On comprend pourquoi les projets de tuyaux gaziers et pétroliers soutenus par Moscou contrecarrent au Kosovo le projet américain Amco de faire transiter par les Balkans les sources d'approvisionnement en hydrocarbures en provenance d'Asie centrale.

### Comparaison Tbilissi/Belgrade :

Révolution de « Velours » (oct 2000) OTPOR/ Rév des « Roses » (nov 2003) PORA /

KFOR vs forces serbes au Kosovo / Forces russes : tampon entre Géorgiens et Ossètes

MAIS « deux poids, deux mesures » des USA pour Ossètes et Abkhazes :

- utilité douteuse : mission observation OSCE en Ossétie et force inter police ONU

alors que forces russes bien tenu à distance Géorgiens (^c KFOR au Kosovo)

- indépendance Kosovo/ intégrité territoriale Ossétie ou Abkhazie

COCA COLA SARTID PHILIPP MORRIS

---

<sup>i</sup> Christophe CHICLET, « Balkans : les conséquences régionales de la guerre au Kosovo », *Universalisa* 2000, pp. 141-144.

<sup>ii</sup> Entretien avec un haut responsable de l'armée française en poste au Kosovo en 2000-2002, à Paris le 12 février 2009.